



GRUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Fax : +32 (0)2 245 19 33  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org)  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 5 décembre 2016

HUT Clément, *Fred Bauma et la Lucha* (portrait), Éclairage du GRIP, 5 décembre 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2170>



# Éclairage

## Dossier élections RDC **Fred Bauma et la Lucha** **Portrait<sup>1</sup>**

Par **Clément Hut**

5 décembre 2016

Libéré le 29 août 2016 après près de dix-huit mois d'incarcération, Fred Bauma, militant de la toute première heure de la Lutte pour le changement (Lucha) est devenu l'un des visages d'une nouvelle génération congolaise, exigeante et porteuse de changement. Aucun portrait de Fred Bauma ne saurait omettre la place prioritaire qu'occupe désormais le mouvement dans sa vie ni faire l'impasse sur l'histoire particulière de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

La Lucha tout d'abord. Si Fred Bauma en est devenu l'une des personnalités visibles, c'est davantage dû à son parcours, marqué par un long emprisonnement, que par sa position dans un mouvement caractérisé par son horizontalité et son absence de hiérarchie. Goma ensuite, car l'engagement du jeune militant – et aussi la raison d'être de la Lucha –, s'enracinent dans les conflictualités qui structurent la région.

Retour sur l'un de ces jeunes qui entendent façonner le Congo d'aujourd'hui et de demain.

### **Opposer la résilience à la violence politique : genèse de la Lucha**

La Lucha, jeune et audacieux collectif citoyen créé en 2012, souhaite opposer à la violence qui endeuille les Kivus une nouvelle manière pacifique de faire de la politique et de créer un destin commun. On peut la lire comme une contre-émanation de l'histoire sanglante de la région, une réaction contraire aux groupes qui entendent faire porter leur voix et imposer leur vision par les armes. Ancienne perle urbaine du lac Kivu, la ville de Goma a connu depuis les années 1990 une succession quasi ininterrompue de violences, produit des tensions régionales et locales.

<sup>1</sup> Ce « Portrait » fait partie du projet du GRIP « [Dossier élections RDC : portraits et éclairages thématiques](#) ». Il est publié parallèlement à l'Éclairage « [Plongeon dans l'inconnu? La RDC à l'horizon 2018](#) », rédigé par Georges Berghezan.

Dès 1994, elle bascule dans le chaos dès les premières heures du génocide rwandais, étant frontalière de Gisenyi et à seulement 75 kilomètres de l'Ouganda. Alors que le génocide prend fin, sous l'effet de l'offensive du Front patriotique rwandais, près de 650 000 réfugiés y affluent et s'installent dans des camps de fortune aux abords de la ville. Deux ans plus tard, alors que le règne de Mobutu vacille, les rebelles de l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) y pénètrent puis poursuivent leur offensive sur Kinshasa, dont ils s'emparent en mai 1997. L'accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila marque la fin de la « première guerre du Congo ».

Mais la paix ne dure pas et une seconde guerre éclate après la rupture de l'alliance entre Kabila et ses mentors rwandais et ougandais. Ceux-ci envahissent à nouveau la RDC et Goma devient le centre nerveux de l'occupation rwandaise, avec notamment la mise en place d'un « Rassemblement congolais pour la démocratie » pro-Kigali.

Les accords de Sun City, signés en 2003 en Afrique du Sud, mettent un terme au second conflit et prévoient la création d'une nouvelle force armée nationale, intégrant des éléments des différents groupes en conflit jusqu'alors. Cependant, particulièrement au Kivu, des groupes armés, congolais et de pays voisins, vont proliférer et multiplier les exactions contre les civils, surtout dans les campagnes. Un de ces groupes, le M-23, composé de déserteurs de l'armée congolaise soutenus par le Rwanda et l'Ouganda, va même s'emparer de Goma pendant une dizaine de jours en novembre 2012.

### **Fred Bauma : visage d'un « mouvement sans leader<sup>1</sup> »**

L'histoire de la région apparaît comme essentielle pour comprendre la forme actuelle de la Lucha, et ses méthodes d'actions. Composé de jeunes, témoins de deux décennies de violences et désemparés face à l'état déplorable du pays et à l'avenir qu'il leur réserve, le collectif apparaît comme une alternative crédible mais aussi comme un défi à tous ceux qui continuent de vouloir forger le destin du pays par la force des armes. L'organisation entend promouvoir un « Congo de liberté, un Congo de justice, un Congo de paix, un Congo prospère, un Congo véritablement indépendant<sup>2</sup> ».

Fred Bauma est à Goma en mai 2012 lorsqu'il s'agit de réfléchir, avec d'autres jeunes de la ville, aux responsabilités de l'État mais aussi à celles des citoyens eux-mêmes face au délitement du pays. En effet, selon lui, être citoyen vous donne des droits mais aussi des devoirs auxquels vous ne pouvez manquer. C'est donc sans moyens financiers, mais avec des idées et de la conviction, que lui et ses camarades décident de se mobiliser une première fois, le 1<sup>er</sup> mai à l'occasion de la fête du travail. Tout un symbole pour un pays qui n'en propose pas à sa jeunesse.

Le collectif est en marche. Dès cet instant, Fred Bauma ne cessera de s'y investir, identifiant les uns après les autres les défis majeurs – amélioration de la situation socio-économique par une plus grande redevabilité des autorités – du pays et les actions les plus pertinentes et symboliques pour les présenter. Marches pacifiques, sit-in ; malgré leur caractère non violent, ces actions ont été parfois l'occasion de confrontations avec les autorités publiques et même d'arrestations.

Ouverte sur le continent, s'inspirant de ses figures tutélaires – à l'instar de Mandela –, la Lucha garde des liens ténus avec d'autres organisations qui façonnent une Afrique nouvelle, comme le Balai citoyen au Burkina Faso ou Y'en a Marre au Sénégal. C'est d'ailleurs dans le cadre d'un atelier avec ces mouvements à Kinshasa, à l'occasion du lancement d'un autre collectif, Filimbi – qui regroupe plusieurs associations congolaises – que Fred Bauma est arrêté le 15 mars 2015. Détenu près de trois mois par l'Agence nationale de renseignements dans une prison secrète, sans droit de visite ni avocat, il est par la suite transféré à Makala. C'est dans la plus grande prison du pays, à Kinshasa, qu'il passe quinze mois, accusé d'« avoir comploté contre la vie ou contre la personne du chef de l'État », selon le ministère public. Sous la pression conjointe des chancelleries nord-américaines et européennes, la Cour suprême décide sa libération conditionnelle, le 29 août 2016. Si la libération des prisonniers politiques est une condition de l'opposition pour rallier le « dialogue », Fred Bauma est néanmoins l'un des rares à bénéficier de cette amnistie. Les charges retenues contre lui ne sont cependant pas abandonnées et la date de son procès doit toujours être fixée. La fragilité de sa situation juridique ne l'empêche pourtant pas de reprendre très vite ses activités militantes. C'est ainsi que la Lucha n'a en effet pas souhaité se joindre au « dialogue politique »<sup>3</sup>, estimant que les conditions préalables pour un dialogue constructif n'ont pas été remplies. L'organisation estime également ne pas avoir eu de garantie que celui-ci n'aboutisse pas à un partage du pouvoir et parvienne à organiser des élections dans les délais constitutionnels.

Fred Bauma fait écho de la position de l'organisation, qui juge qu'au-delà des effets d'annonce, les mesures de décrispation politique n'ont pas porté leurs fruits. Il fustige ainsi le fait que « pendant qu'on libère des personnes, on en arrête d'autres »<sup>4</sup>. Pour le militant, la stratégie du gouvernement, alternant « crispation » et « décrispation », contribue à un climat délétère, où le dialogue ne saurait être serein, alors que les voix dissidentes sont le plus souvent étouffées.

Son organisation reproche aux autorités la répression qui s'est abattue sur les médias dont les lignes éditoriales n'ont pas été jugées suffisamment favorables aux autorités. En effet, depuis 2015, les fermetures de journaux, radios locales et stations de télévision se sont multipliées. En 2016, les radios étrangères ont aussi été visées. À plusieurs reprises, le pouvoir coupe le signal de Radio France internationale (RFI) et celui de Radio Okapi, qui dépend de l'ONU, puis perturbe les fréquences de RFI au Congo-Brazzaville, écoutée à Kinshasa. Dans le même élan, Lambert Mende, le ministre de la Communication du gouvernement Matata sortant signera un arrêté stipulant que la diffusion des médias internationaux en RDC est conditionnée à une prise de contrôle des Congolais sur leur entreprise.

En novembre 2016, Fred Bauma dénonce la restriction de l'espace démocratique auprès de l'Union européenne et devant le Congrès américain et plaide pour un renforcement de la pression internationale sur le régime.

À mesure qu'approche la date du 19 décembre 2016 signifiant la fin du deuxième mandat du président Kabila, Fred Bauma est plus actif que jamais. Avec une dizaine de mouvements citoyens, dont la Lucha et Filimbi, il s'investit à présent dans la campagne

de la dernière chance, « Bye Bye Kabila ». Lancée le 26 novembre, elle invite le Président à quitter son poste.

Bien qu'il soit désormais acquis que les élections seront reportées pour de nombreux mois, la Lucha continue de marteler sa volonté de voir Kabila quitter ses fonctions selon les délais prévus. Selon Fred Bauma, « la Loi fondamentale a prévu des mécanismes de passation de pouvoir au cas où la présidentielle ne serait pas organisée dans les délais : le président du Sénat peut être amené à faire l'intérim. D'autant qu'il est inconcevable qu'une transition soit conduite par les mêmes dirigeants qui ont tout fait pour bloquer le processus électoral »<sup>5</sup>.

Malgré son emprisonnement et les pressions qu'il subit quotidiennement, Fred Bauma entend bien poursuivre ses actions militantes, en dépit des dangers. Celui qui se dit inspiré par la philosophie de l'action non violente prônée par Gandhi et Martin Luther King, poursuivra son engagement pour conscientiser la jeunesse congolaise. Car, comme il le répète à l'envi : « une jeunesse consciente et un peuple exigeant sont le meilleur garde-fou démocratique<sup>6</sup> ».

\* \* \*

## L'auteur

Clément Hut est chercheur assistant au GRIP et diplômé en relations internationales.

- 
1. Interview de Fred Bauma par Michel Luntumbue et Pierre Martinot, le 10 octobre 2016, à paraître prochainement dans l'ouvrage collectif « Une jeunesse africaine en mouvement ».
  2. Manifeste de la Lucha.
  3. Georges Berghezan, [Le glissement suffira-t-il à éviter la chute de Kabila](#), Éclairage du GRIP, 25 novembre 2016.
  4. Trésor Kibangula, [Fred Bauma : « La Lucha attend de pied ferme un nouveau président en RDC à la fin de l'année »](#), *Jeune Afrique*, 5 septembre 2016.
  5. *Ibid.*
  6. Interview de Fred Bauma par Michel Luntumbue et Pierre Martinot, *loc. cit.*